

Star indienne des campus américains Gayatri Spivak est marquée par la pensée de Jacques Derrida, le marxisme et le féminisme. Elle est l'une des figures de proue des *subaltern studies*, discipline qui entend redonner la parole à des populations ignorées par l'histoire officielle.

[Gayatri Chakravorty Spivak](#)

Traductrice de Derrida, professeure de littérature comparée à l'université Columbia (États-Unis), elle est l'une des figures de proue des *subaltern studies*, discipline qui entend redonner la parole à des populations ignorées par l'histoire officielle. Dernier ouvrage paru : *Nationalisme et Imagination* (Payot, 2011).

Publié dans



n°48

Avril 2011

Tags

[Gayatri Spivak](#), [Subalterne](#), [Derrida](#), [Marxisme](#), [Féminisme](#)

Dans votre récent *Nationalisme et Imagination*, vous évoquez les événements tragiques qui ont accompagné l'indépendance indienne en 1946-1947. Cette expérience a-t-elle été importante pour votre formation intellectuelle ?

Gayatri Spivak : Les émeutes et les violences religieuses entre hindouistes et musulmans, auxquelles j'ai assisté à cette époque, ont marqué à jamais l'enfant que j'étais. Elles m'ont fait perdre toute foi en la religion comme moyen de libération et d'accès transcendantal à la justice. Avec le recul, cela m'a permis aussi de comprendre que toute construction identitaire, à l'instar de l'identité nationale indienne, a quelque chose à voir avec l'imposition de stéréotypes imaginaires. Je ne parle pas ici uniquement de la construction d'une identité nationale mais bien de toutes les formes d'identité.

Gayatri Spivak en cinq dates

- **1942** Naissance à Calcutta
- **1959** Maîtrise d'anglais à l'université de Calcutta
- **1988** Parution de *Les Subalternes peuvent-elles parler?*
- **1991** Commence à enseigner à l'université de Columbia (à New York)

- **1997** Création de l'ONG The P.Ares Chandra and Sivani Chakravorty Memorial Education Project, spécialisée dans l'éducation des enfants des régions les plus pauvres du monde

Est-ce aussi de là que date votre adhésion intellectuelle au communisme ainsi que votre engagement féministe ?

Quand on me parle de mon engagement communiste, on pense immédiatement au totalitarisme. Mon expérience est très éloignée de tout cela ! Je viens de la partie occidentale du Bengale qui est un « État démocratique parlementaire » gouverné par des communistes depuis 1977. Ma famille, elle-même de tradition communiste, m'a initiée au marxisme intellectuel dès l'âge de 15 ans en m'offrant un exemplaire en anglais du *Capital* de Marx. Dès la fin du premier volume, j'avais le sentiment que ce livre devait être lu par tout le monde. Mon engagement dans le domaine du genre et de la différence sexuelle – le terme « féminisme » est insuffisant ici –, je le dois également à ma famille, tout particulièrement à ma mère, à ma grand-mère et, de manière générale, à une culture « féministe » très présente dans mon entourage.

Vous avez émigré aux États-Unis en 1961. En 1976, vous publiez la traduction anglaise de *De la grammatologie*, de Jacques Derrida, avec une préface qui fit date dans la réception de sa pensée aux États-Unis. Comment avez-vous découvert sa philosophie ?

Cette rencontre intellectuelle est due au hasard le plus pur ! En 1967, j'étais une jeune professeure assistante à l'université de l'Iowa. Pour me tenir au courant des grands mouvements intellectuels de l'époque, je commandais « à l'aveugle » toutes sortes de livres étrangers. Lorsque je suis tombé sur *De la grammatologie*, j'ai immédiatement demandé à le traduire alors que je connaissais très mal le français et que son auteur m'était parfaitement inconnu ! Cette rencontre a été déterminante pour moi. Ma formation et le travail que je mène aujourd'hui doivent énormément à Jacques Derrida et à la déconstruction.

Votre nom est associé à un courant important des études postcoloniales, celui des *subaltern studies*. Pouvez-vous nous décrire en quoi celles-ci consistent ?

« Subalterne » est, à l'origine, un terme militaire employé par Antonio Gramsci [1891-1937] dans les années 1930 pour décrire une certaine catégorie de population ignorée par l'histoire officielle. L'idée principale de Gramsci était que les subalternes n'ayant jamais eu d'État ni de structures représentatives, il n'existait aucune archive disponible les concernant directement. Cette situation créait d'elle-même un trou noir méthodologique empêchant toute tentative d'historiographie « scientifique » de ces populations. La conclusion à laquelle Gramsci parvint était que la seule « historiographie » possible de ces populations ne pouvait être entreprise que sur une base littéraire.

« Ma rencontre intellectuelle avec Jacques Derrida est due au hasard le plus pur »

Les universitaires indiens ont été les premiers à investir le champ des *subaltern studies* dans les années 1960. Pourquoi ?

Les chercheurs indiens, au premier rang desquels se trouvait Ranajit Guha [né en 1923], ont été séduits par la notion de « subalterne » de Gramsci parce qu'elle se situait hors de la

logique capitaliste. Leur constat de départ était le suivant : l'histoire du colonialisme et de la décolonisation d'inspiration marxiste, à l'instar de l'histoire officielle impérialiste, exclut hors de son analyse toutes les franges de la population qui ne correspondent pas aux catégories politiques habituellement employées pour comprendre les mouvements de révolte anti-impérialiste. On ne reconnaissait alors que les classes sociales constituées comme celles des « prolétaires ». Quand Ranajit Guha et ses étudiants se sont approprié cette notion de « subalterne », ils avaient à leur disposition une quantité incroyable d'archives historiques accumulées par la bureaucratie des puissances coloniales. Ils se sont donc mis à déchiffrer cette immense production administrative écrite par l'élite dans le but d'en extraire la conscience du subalterne. C'est une approche très intéressante, car il s'agissait vraiment de lire entre les lignes pour en extraire ce qui y existait mais à l'état de « non-dit ». C'était bien sûr une manière de donner enfin la parole à ces sous-classes oubliées tout en les faisant accéder à une existence historique. Mais cette approche « disciplinaire » du subalterne dénature totalement la pureté de la méthode « littéraire » recommandée par Gramsci et à laquelle je reste pour ma part attachée.

C'est le sujet même de votre fameux essai publié en 1988, *Les subalternes peuvent-elles parler* ?

Ce qu'il faut tout de suite préciser au sujet de *Les subalternes peuvent-elles parler* ?, c'est qu'il ne portait pas seulement sur la parole. Il faut comprendre le terme « parler » dans un sens très large, c'est-à-dire d'une part comme la capacité de la subalterne à s'exprimer, mais aussi et surtout comme de notre capacité à l'entendre ! Il ne faut pas se méprendre : la subalterne parle. Ce n'est pas une idiote ! Le problème, c'est que le seul moment où il est important d'entendre sa parole, c'est lorsqu'une situation de crise se présente. Or nous ne disposons que très rarement des infrastructures qui permettent d'identifier la révolte des subalternes, car celle-ci ne s'exprime jamais aux travers des formes abstraites consacrées de la révolte. Dans *Les subalternes peuvent-elles parler* ?, je donne un exemple paradigmatique de cette impasse culturelle. Il s'agit de l'histoire d'une jeune Indienne qui s'est pendue en 1926. Sa famille, ses proches, ont expliqué ce suicide par le fait qu'elle devait avoir une relation amoureuse illégitime. J'ai fait ma propre enquête et découvert que cette personne était en fait impliquée corps et âme dans la lutte armée pour l'indépendance de l'Inde. Et la véritable raison de son suicide, ce n'était pas, comme tout le monde l'a cru, une forme de suicide correspondant à l'idéologie du *sati* – un rituel indien suivant lequel une veuve devait accompagner son mari dans la mort en se jetant dans les flammes de son bûcher funéraire –, mais parce qu'elle avait échoué à assassiner un responsable politique ! La « morale » de cette histoire, c'est que le suicide de cette Indienne n'était en aucune mesure identifiable pour ce qu'il était, c'est-à-dire comme un geste radical de révolte et un message de protestation politique. Cette subalterne « parlait » pourtant – elle avait laissé une lettre à sa sœur pour faire en sorte que les raisons de sa mort ne soient pas ambiguës –, mais nous n'étions pas capables d'achever cet acte de parole, de le traduire, car personne ne pouvait l'entendre. Et c'est pourquoi je réponds par la négative à la question que je pose dans le titre : non, les subalternes, dans la mesure même où ils sont en position de subalternité, ne peuvent pas parler. Et ceux qui prétendent les entendre ne font en fait que parler à leur place.

***Les subaltern studies* peuvent-elles fonder philosophiquement des mouvements politiques d'émancipation ?**

Je ne le crois pas, même s'il est certain qu'elles contribuent à réécrire l'historiographie officielle des mouvements de libération nationaux. Et le fait que certaines populations

utilisent dorénavant le mot « subalterne » pour se désigner eux-mêmes est selon moi un réel problème. Il faut encore une fois revenir à la définition de Gramsci selon laquelle le terme de subalterne décrit une position sans identité. On n'est pas subalterne parce qu'on le ressent ! On ne peut donc dire « Je suis un subalterne » sans trahir la notion même de subalterne. Cette récupération identitaire de la notion de subalterne est vraiment dommage. Cela reste néanmoins un concept extrêmement utile pour penser l'histoire de l'oppression, de la domination, de l'exploitation, de l'exclusion.

À ce propos, la notion de subalterne est-elle selon vous pertinente pour penser la situation des Roms en Europe ? Les Roms sont-ils les subalternes de l'Europe ?

Je souscris tout à fait à cette analyse. L'histoire des Roms est un processus typique de « subalternisation ». Mais, ce qu'il faut ajouter, c'est que l'on n'est jamais subalterne une bonne fois pour toutes. Être en position de subalterne ne correspond pas à une identité fixe. Celle-ci est mouvante par définition. Par exemple, les Roms n'ont pas été partout ni toujours en Europe dans la position du subalterne, notamment dans le système soviétique où, même si on les persécutait, les Roms étaient néanmoins pris en compte dans les politiques d'emploi et de protection sociale. En URSS, donc, et cette vérité que je rappelle ne va pas plaire à tout le monde, les Roms n'étaient pas des subalternes, car ils bénéficiaient d'une forme de reconnaissance politique. Gramsci dit que l'on est subalterne quand on n'a pas d'État, c'est-à-dire quand on n'est pas en mesure de faire le même usage des structures étatiques qu'un citoyen « normal ». En ce sens, les Roms sont bien aujourd'hui les subalternes par excellence de l'Europe.

Vous êtes professeure de littérature anglaise et comparée à l'université Columbia, à New York. Comment s'intitule votre cours ?

J'intitule mon cours « Lecture ». Ainsi je sais que ne se présenteront que des étudiants vraiment intrigués. Si j'appelais mon cours « Sociologie psychanalytique et urbaine de la souffrance de l'immigré subalterne », j'aurais 263 étudiants dans la salle. Mais, pour ma part, je préfère un petit groupe prêt à travailler étroitement avec moi.

Qui sont vos élèves ?

L'ambiance des cours aux États-Unis est extrêmement marquée par la question des identités en raison de la tradition américaine du vote identitaire. Cela peut sembler caricatural, mais quand j'enseigne le féminisme, la salle se remplit de femmes, et s'il s'agit de Marx, mes élèves sont tous blancs !

Mettez-vous en œuvre une méthode spécifique d'enseignement de la lecture ?

En ce moment, je m'efforce d'enseigner la lecture comme activité plutôt que comme une simple description de textes.

« Le suicide par immolation de Mohamed Bouazizi est bien la prise de parole d'un subalterne »

Qu'entendez-vous par « la lecture comme activité » ?

Je lis des textes avec mes élèves et j'essaie de les aider à résister à la tentation de contrôler leur lecture par la connaissance. L'idée que j'essaie de faire passer est que, pour bien critiquer un texte, il faut arriver à mettre entre parenthèses le jugement que l'on porte spontanément à son égard. Il s'agit d'épuiser préalablement en soi sa soif de connaître, son envie de décharger sur un texte son bagage culturel. La lecture, telle que je viens de vous la décrire, est une activité très facile à décrire, mais très difficile à mettre en pratique. C'est un peu la différence entre apprendre à quelqu'un à décrire un moteur à explosion et lui apprendre à conduire. Je sais aussi que le fait d'enseigner cette méthode à mes étudiants ne garantit pas qu'ils la mettront en pratique. Je n'ai pas de contrôle sur l'usage qu'ils feront de cette compétence.

La sulbaterne, pour vous, est aussi un sujet à émanciper au travers d'actions concrètes. C'est l'objet de la fondation philanthropique que vous avez créée en Inde en 1997...

Son but est de fournir une éducation élémentaire de qualité à des enfants qui habitent dans les régions les plus pauvres. Afin de rendre notre action pérenne, nous formons des professeurs dans les villages où nous allons, afin de créer une dynamique locale et autonome d'éducation. L'Inde ne cesse de rappeler qu'elle est « *la plus grande démocratie du monde* ». Ce que j'essaie de faire, c'est de donner à cette fraction immense de l'électorat indien une idée de la démocratie plus ambitieuse que celle qui consiste à ne voir en elle qu'une défense de ses intérêts personnels à une plus grande échelle.

Vous avez développé la notion de « régionalisme critique », opposée à celle d'État-nation. De quoi s'agit-il ?

Le « régionalisme critique » est une notion géopolitique qui permet de penser une multitude de situations sociales, culturelles et juridiques mouvantes, instables, « critiques », en lieu et place du prisme d'analyse de l'État-nation, lequel a été vidé de sa substance par la globalisation des échanges. La notion de « régionalisme critique » est en ce sens, comme son objet, un concept très complexe, mais plein d'avenir. Je vais vous donner trois exemples d'utilisation de cette notion. J'avais été sollicitée pour imaginer des solutions globales aux problèmes de violence, de sida ou de trafics humains dont sont victimes les femmes de par le monde. Au lieu de proposer la création d'une juridiction internationale sur la base d'accords interétatiques, une des recommandations que nous avons faites aux pays du Golfe, au Pakistan et à l'Inde était de mettre en place des juridictions régionales non-limitées par les juridictions nationales. Un autre exemple : au Bangladesh, le chantier de régulation des « grands fleuves » a échoué parce qu'une approche étatiste du problème a été privilégiée au détriment d'une approche régionaliste, qui aurait permis d'intégrer à l'analyse les régions limitrophes de l'Inde et du Népal où les grands fleuves prennent leur source. Mais s'il est un endroit au monde où le régionalisme critique a des chances de fonctionner à l'avenir, c'est bien en Afrique. On a d'ailleurs déjà vu des régions se créer, comme la Sénégalie qui regroupait le Sénégal et la Gambie, deux pays qui faisaient pourtant respectivement partie des empires coloniaux français et britanniques. L'émergence de ces régions transnationales signifie que l'on tourne enfin la page du colonialisme. Le panafricanisme a vécu et, à moins que la Chine ne parvienne à unifier l'Afrique par le biais de l'économie, je pense que le régionalisme critique s'exprimera en priorité sur ce continent, bien que la situation au Soudan ne plaide pas en faveur d'une telle évolution.

Dans les récents soulèvements en Afrique du Nord, les émeutiers ne sont portés par aucune force politique « classique ». S'agit-il là d'une « prise de parole » des subalternes qui aurait été entendue ?

Bien que je sois très impressionnée et attentive à ce qui se passe en Afrique du Nord, il s'agit moins, selon moi, d'une « *prise de parole* » des subalternes que de citoyens réclamant l'accès à un véritable statut de citoyen. Il est bien entendu très probable qu'un sous-prolétariat urbain « subalternisé » ait fait partie, comme sur la place Tahrir en Égypte, de la foule immense et extrêmement mélangée qui l'occupait. Mais, malgré cela, le phénomène de « *prise de parole* » ne peut pas être restreint à la classe des subalternes, puisqu'il concerne aussi bien le secteur privé que la société civile ou des membres de l'administration. Par conséquent, si l'on veut conserver au terme de « subalterne » sa pertinence et son efficacité critique, il serait impropre, voire contre-productif, de chercher à l'appliquer uniformément aux différents mouvements de libération nationale que vous avez évoqués.

L'événement déclencheur de la révolution tunisienne – le suicide par immolation de Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010 – rappelle pourtant fortement le suicide de la jeune Indienne que vous avez évoqué...

Votre remarque est très juste. Il y a eu là, à travers le geste désespéré de ce jeune Tunisien, un phénomène de « prise de parole » de la part d'un subalterne. Non seulement son acte de parole radical a été imité par des dizaines d'autres personnes dans le monde arabe, mais il a surtout été « entendu » par une infrastructure politique préexistante. Et celle-ci, du fait de sa capacité d'écoute, a été ensuite en mesure de lui faire écho, de le compléter et finalement de le prolonger à travers des actes révolutionnaires dont le rayon d'action a dépassé, tout en l'englobant, la seule catégorie de population que l'on peut définir par le terme « subalterne ».